



Strasbourg, 8 juin 2012

GEC (2012) RAP 1

**COMMISSION POUR L'ÉGALITÉ ENTRE LES
FEMMES ET LES HOMMES
(GEC)**

1^{ère} réunion

6-8 juin 2012

Strasbourg

LISTE DES POINTS DISCUTÉS ET CONCLUSIONS

1. OUVERTURE DE LA RÉUNION

La Commission pour l'égalité entre les femmes et les hommes (GEC) a tenu sa première réunion du 6 au 8 juin 2012 au Conseil de l'Europe à Strasbourg. Le Secrétaire général du Conseil de l'Europe, M Tornbjörn JAGLAND et Mme Filloreta KODRA, vice-ministre albanaise du Travail, des Affaires sociales et de l'Egalité des chances, représentant la présidence albanaise du Comité des Ministres, ont ouvert officiellement la réunion et souhaité la bienvenue aux membres de la nouvelle Commission. Ils ont rappelé la primauté accordée à l'égalité entre les femmes et les hommes au sein du Conseil de l'Europe et assuré la GEC de leur soutien afin d'en faire une réalité dans les faits (discours inclus à l'annexe ...). L'ordre du jour adopté par la GEC figure à l'annexe I et la liste de participant(e)s, à l'annexe II.

2. ÉLECTION DU/DE LA PRÉSIDENT(E) ET DU/DE LA VICE-PRÉSIDENT(E)

La GEC a ensuite élu par acclamation ses président(e) et vice-président(e) pour un mandat d'un an renouvelable une fois, conformément à l'article 12 de la Résolution CM/Res(2011)24 du Comité des Ministres concernant les comités intergouvernementaux et les organes subordonnés, leur mandat et leurs méthodes de travail.

- Mme Carlien SCHEELE (Pays-Bas) et M Sergyi KYSTLYTSYA (Ukraine) ont été élus respectivement présidente et vice-président. Le Comité directeur pour les droits de l'Homme (CDDH) sera invité à confirmer l'élection de la Présidente.

La GEC a discuté la possibilité de mettre en place un Bureau. Ses membres ont considéré que le champ d'application très ouvert de la Commission, l'intérêt et la diversité de son travail pouvaient justifier la création d'un Bureau restreint (un-e président-e-, un-e vice-président-e et trois membres) qui se réunirait une fois entre les deux sessions plénières. Certaines solutions pour permettre au Bureau de fonctionner dans la limite des ressources budgétaires disponibles ont été avancées.

- La GEC est convenue qu'il était trop tôt pour apprécier l'intérêt de créer un Bureau. Elle a chargé le Secrétariat d'étudier la faisabilité les implications d'une telle mesure et a décidé de réexaminer cette question lors de sa prochaine réunion.

3. PROGRAMME TRANSVERSAL SUR L'ÉGALITÉ ENTRE LES FEMMES ET LES HOMMES ET MANDAT DE LA GEC

La GEC a tenu un échange de vues préliminaire sur son mandat et ses relations avec d'autres composantes du programme transversal sur l'égalité entre les femmes et les hommes.

Le débat comprenait un échange de vues avec la Secrétaire-Générale-Adjointe, Mme Maud de BOER BUQUICCHIO, sur le mandat de la GEC et les nouvelles mesures prises pour promouvoir la dimension de l'égalité entre les femmes et les hommes dans le travail du Conseil de l'Europe. Les membres de la GEC se sont félicités de la dynamique créée par le lancement du programme transversal et de la contribution personnelle de la Secrétaire-

Générale Adjointe au programme en faveur de l'égalité entre les femmes et les hommes. Ils regrettent toutefois que seuls seize représentants de gouvernement aient eu droit au remboursement des frais liés à leur participation aux réunions de la GEC, ce qui nuit à la participation à ces réunions.

Les participant(e)s ont discuté des mesures destinées à encourager la mise en œuvre des normes existantes et de la dimension de l'égalité entre les femmes et les hommes dans les différents secteurs du Conseil de l'Europe et des implications de ces mesures.

Ils/elles ont aussi discuté de la collaboration entre la GEC et ses membres d'une part et d'autre part la Coordinatrice thématique sur l'égalité et la traite du Comité des Ministres, le réseau de points de contacts, les rapporteur(e)s sur l'égalité entre les femmes et les hommes, désignées au sein de divers comités directeurs et d'autres organes (document de travail GEC(2012)3) et du groupe d'action Inter-Secrétariat. Ils / elles ont encore souligné l'intérêt d'une collaboration entre l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe et le Réseau parlementaire pour « le droit des femmes de vivre sans violence ». La discussion comportait aussi un échange de vues avec deux rapporteuses sur l'égalité entre les femmes et les hommes, Mme Elisabetta Simeoni, rapporteure sur l'égalité du Groupe Pompidou, et Mme Nadejda Harizanova, Rapporteure sur l'égalité entre les femmes et les hommes, du Comité d'experts sur les droits des personnes handicapées (CS-RDP).

Les conclusions peuvent en être résumées comme suit :

- La GEC devrait reconnaître les occasions de communiquer avec les différentes composantes du programme transversal et soutenir leur travail notamment à l'occasion de réunions, de rencontres informelles, de partage de documents et d'activités communes ;
- Les Gouvernements devraient être invités à désigner un point de contact et à encourager le travail en équipe au niveau national, y compris l'ensemble des parties intéressées de façon à ce que celles-ci contribuent au travail du Conseil de l'Europe et à en bénéficier ;
- La GEC devrait aider les rapporteur(e)s sur l'égalité entre les femmes et les hommes à accomplir leur tâche, en particulier en leur donnant des exemples d'évaluation d'impact selon le genre ou de travail mené pour intégrer les questions de genre dans les politiques. Cela pourrait aussi être fait par l'institution de tandems (composés d'un membre de la GEC et d'un/une rapporteur(e) sur l'égalité entre les femmes et les hommes). La GEC a invité le Secrétariat à préparer et à diffuser un document comprenant les diverses propositions avant sa rencontre avec les rapporteur(e)s sur l'égalité (dont la date reste à fixer).
- L'égalité entre les femmes et les hommes devrait être mise en évidence au niveau du Comité des Ministres notamment grâce au rôle du coordinateur thématique et de l'incorporation des questions liées à l'égalité entre les femmes et les hommes dans les priorités des présidences du Comité des Ministres.

4. ACTION POUR L'ÉGALITÉ ENTRE LES FEMMES ET LES HOMMES: FIXER LES PRIORITÉS

La GEC a discuté des problèmes auquel se heurte l'action pour l'égalité entre les femmes et les hommes au niveau national et international. Les nécessités exprimées par les membres et les contributions des organisations internationales ont conduit à l'établissement d'un inventaire de questions considérées comme ayant une pertinence particulière pour le Conseil de l'Europe. la liste de thèmes évoqués comprend la violence à l'égard des femmes ; la lutte contre le sexisme ; les stéréotypes de genre dans l'éducation et les médias ; la défense des normes et mécanismes d'égalité ; les discriminations multiples dont souffrent les femmes ; le rôle des hommes et le renforcement de la participation des femmes à la prise de décisions. La GEC a souligné l'importance de garder toujours à l'esprit l'égalité entre les femmes et les hommes, qui fait partie intégrante des droits humains et qui est un critère fondamental de démocratie.

La GEC s'est aussi demandée s'il serait possible de réaliser une étude de faisabilité sur l'accès des femmes à la justice. La juge Françoise TULKENS, vice-présidente de la Cour européenne des droits de l'Homme, a fait un exposé sur l'accès des femmes à la Cour européenne des droits de l'homme. Elle a attiré l'attention sur le faible nombre de requêtes déposées par des femmes et souligné que ces difficultés reflétaient peut-être les obstacles rencontrés par les femmes au niveau national.

A la suite de la discussion, la GEC est convenue de :

- Proposer d'utiliser un questionnaire révisé pour collecter des informations sur la mise en œuvre de la Recommandation Rec (2002)5 du Comité des Ministres aux Etats membres sur la protection des femmes contre la violence;
- Proposer le thème « femmes et médias » pour la première réunion annuelle du réseau des points de contact, qui doit être organisée en 2013 en partant de la Recommandation n° R (84) 17 du Comité des Ministres aux Etats membres sur l'égalité entre les femmes et les hommes dans les médias. Deux pays (l'Azerbaïdjan et les Pays-Bas) ont déclaré qu'ils étaient disposés à accueillir cet événement. La GEC décidera du contenu et du lieu de la conférence à sa prochaine réunion. La GEC a demandé au Secrétariat d'élaborer un avant-projet de cadre conceptuel de la conférence et de diffuser celui-ci aux membres avant la prochaine réunion.
- Préparer une étude de faisabilité sur l'accès des femmes à la justice avec l'aide de la Commission européenne pour l'efficacité de la justice (CEPEJ). Un groupe de rédaction sera créé à cette fin. Trois noms ont déjà été proposés par la CEPEJ. Les membres de la GEC sont invités à donner d'ici le 16 juillet 2012 des noms de spécialistes de cette question spécifique.

En terme de processus, la GEC est convenue de l'intérêt de définir une perspective à moyen terme et de faciliter la préparation d'une Stratégie du Conseil de l'Europe sur l'égalité entre les femmes et les hommes pour les années 2014 – 2017. Elle a examiné les diverses étapes possible du processus conduisant à l'adoption de la stratégie du Comité des Ministres à la fin de 2013, qui comprend une large consultation avant la soumission d'un projet de stratégie au CDDH. La GEC a aussi souligné la nécessité de rendre plus apparentes les questions liées à

l'égalité entre les femmes et les hommes au sein du Conseil de l'Europe et à l'extérieur par une stratégie de communication qui tiendrait compte de la nécessité d'insister sur des messages positifs.

- La GEC a invité le Secrétariat à prendre en considération les besoins et les souhaits exprimés par ses membres et à élaborer un projet de grandes lignes de stratégie en consultation avec l'équipe inter-Secrétariat chargée de l'intégration des questions liées à l'égalité entre les femmes et les hommes. Le projet de grandes lignes devrait être diffusé suffisamment en amont de la discussion à la prochaine réunion de la GEC.
- La GEC se félicite de la volonté du Secrétariat de passer en revue le site internet et d'élaborer un visuel permettant de reconnaître le programme transversal sur l'égalité entre les femmes et les hommes.

5. SOUTENIR LA MISE EN ŒUVRE DES NORMES PAR LA COOPÉRATION

Des projets de coopération pourraient également être élaborés pour favoriser la mise en œuvre des normes en ce qui concerne notamment le renforcement des capacités, par des formations, des activités de sensibilisation, ou par l'évaluation de mesures visant à favoriser l'égalité entre les femmes et les hommes, ainsi que des expertises législatives, sachant que pour que le Conseil de l'Europe procède à de telles expertises, il faut que, soit le/la Président(e) du parlement, soit le/la ministre compétent(e) adresse une demande officielle en ce sens au Secrétaire Général du Conseil de l'Europe. Les membres ont cité un certain nombre de sujets qu'ils souhaiteraient voir étudier, y compris l'approche intégrée de l'égalité dans la politique de santé ou le rôle des hommes dans les actions menées en faveur de l'égalité entre les femmes et les hommes.

- Les membres de la GEC sont invités à informer le Secrétariat d'ici la mi-octobre 2012 de leur souhait de bénéficier de projets de coopération. La GEC examinera leurs propositions à sa prochaine réunion et fixera des priorités en tenant compte des ressources disponibles.

Les membres de la GEC ont procédé à un échange de vues avec le Secrétariat du Bureau de la Directrice générale des programmes sur la politique du Conseil de l'Europe à l'égard des régions voisines et des priorités de coopération de l'Organisation avec le voisinage, et notamment la Jordanie, le Maroc et la Tunisie, en particulier en ce qui concerne les activités proposées dans le domaine de l'égalité entre les femmes et les hommes. Ils ont également pris note des activités du Centre européen pour l'indépendance et la solidarité mondiales (Centre Nord-Sud) du Conseil de l'Europe pour renforcer le rôle des femmes du Sud de la Méditerranée.

- La GEC s'est félicitée des activités en cours ; elle a confirmé que ses membres étaient disposés à offrir aide et des expertise si elle y était invitée et elle a mis l'accent sur les synergies et la coopération.

Concernant la coordination et la planification conjointe à l'échelle internationale, les représentant(e)s d'ONU Femmes, du Bureau du Commissaire aux droits de l'Homme des Nations Unies, de l'Union européenne (y compris la Commission européenne et l'Institut

européen pour l'égalité entre les hommes et les femmes) et du BIDDH / OSCE ont présenté leurs activités

- Tous les participant(e)s ont décidé de poursuivre un échange régulier d'informations en particulier sur les sujets (comme la violence à l'encontre des femmes) où l'avantage éventuel de la complémentarité et des actions communes semble aller de soi.

6. REPONSES AUX RECOMMANDATIONS DE L'ASSEMBLEE PARLEMENTAIRE

La GEC a pris note de la réponse du Comité des Ministres à la Recommandation 1977 (2011) de l'Assemblée parlementaire sur « Davantage de femmes dans les instances de décision économiques et sociales », adoptée le 15 février 2012, et à la Recommandation 1990 (2012) de l'Assemblée parlementaire sur « Le droit de chacun de participer à la vie culturelle » (document GEC (2012)2). Cette dernière résulte d'une consultation écrite que les membres de la GEC ont soumis au Comité des Ministres par le biais du CDDH.

- La GEC a également adopté une position concernant la Recommandation 1996 (2012) de l'Assemblée parlementaire sur « L'égalité entre les femmes et les hommes : une condition du succès du Printemps arabe ». Elle a chargé le Secrétariat d'élaborer un projet d'avis sur la base de cette position, qui sera envoyé pour approbation aux membres de la GEC avant d'être soumis au CDDH.

7. DATES DE LA PROCHAINE RÉUNION

Les dates proposées pour la prochaine réunion de la GEC, qui doit se tenir à Strasbourg, sont les suivantes : du 7 au 9 ou du 14 au 16 novembre (à confirmer).

ANNEXE 1

ORDRE DU JOUR

- I. Ouverture de la réunion
- II. Adoption de l'ordre du jour
- III. Elections
- IV. Elaboration d'une Stratégie en matière d'Égalité entre les Femmes et les Hommes du Conseil de l'Europe (2014-17)
- V. Mise en œuvre des normes du Conseil de l'Europe dans le domaine de l'égalité entre les femmes et les hommes
- VI. Coordination et Planification conjointe au niveau international
- VII. Accès des femmes à la justice (activité)
- VIII. Intégration d'une perspective de genre dans les activités du Conseil de l'Europe
- IX. Questions diverses
- X. Date et lieu de la prochaine réunion

APPENDIX II
LISTE DES PARTICIPANT-E-S

Members/Membres

MEMBER ELECTED BY CDDH/MEMBRES
ELU-E-S PAR LE CDDH

Armenia/Arménie

Ms Karine SOUDJIAN
Head of the Human Rights and Humanitarian
Issues Division
Ministry of Foreign Affairs of Armenia
2 Government Building
Yerevan 0010
Tel: + 37460 620 504
Mobile: +055399511
E-mail: k.soudjian@mfa.am

Austria/Autriche

Ms Eva FEHRINGER
Deputy Director of European and International
Social Policy, Equality and Labour Law
Federal Ministry of Labour, Social Affairs and
Consumer Protection
Stubenring 1
1010 Wien
Tel: +43 17 1100 6098
E-mail: eva.fehring@bmask.gv.at

Finland/Finlande

Ms Päivi YLI-PIETILA
Ministerial Adviser
Ministry of Social Affairs and Health
PO BOX 33, 00023 Government
Helsinki
Tel: +358 29 51 63 228 / 358 50 46 49 323
E-mail : paivi.yli-pietila@stm.fi
liisa.tyvento@stm.fi

France

Mme Sophie DEL-CORSO
Bureau des Affaires européennes et
internationales (BEI)
Ministère des Affaires sociales
14, avenue Duquesne
75350 PARIS 07 SP
Tél : +01 53 86 10 61
Fax : +01 40 56 87 67
E-mail : sophie.delcorso@social.gouv.fr

Ireland/Irlande

Ms Pauline MOREAU
Director
Gender Equality Division
Department of Justice and Equality
Bishops Square
Redmond's Hill
Dublin 2
Tel: +353 1 4790 235
E-mail: pmmoreau@justice.ie

Italy/Italie

Mr Michele PALMA
[Apologised/Excusé]

Lithuania/Lituanie

Ms Vanda JURSENIENE
Head of the Equality between Women and
Men Division
Ministry of Social Security and Labour
Vivulskio str. 11
03610 Vilnius
Tel: +370 5 2664 273
Fax: +370 5 2664 209
E-mail: vanda.jurseniene@socmin.lt

Netherlands/Pays-Bas

Ms Carlien SCHEELE
Director
Directorate for Gender and LGBT Equality
Ministry of Education, Culture and Science
IPC 5500
P.O. Box 16375
2500 BJ The Hague
Tel: +31 70 41 23 351/+31 65 23 67 792
E-mail: c.scheele@minocw.nl

Norway/Norvège

Mr Inge OVESEN
[Apologised/Excusé]

Poland/Pologne

Ms Monika KSIENIEWICZ
Deputy Director
Office of the Government Plenipotentiary for
Equal Treatment
The Chancellery of the Prime Minister
Al. Ujazdowskie 1/3
00-583 Warsaw
Tel.: +48 22 694 68 51
Fax: +48 22 694 72 34
E-mail: monika.ksieniewicz@kprm.gov.pl

Portugal

Mme Isabel ROMAO
Independent gender equality expert
Rua Pinheiro Borges, 3
2º Dº. Alfragide
2610-139 Amadora
Tel : +351 21 47 13 902
E-mail: isabelromao2@gmail.com

Russian Federation/Fédération de Russie

Mr Andrey NIKIFOROV
Deputy Head
Department for Humanitarian Cooperation
and Human Rights
Ministry of Foreign Affairs
Smolenskaya-Sennaya st., 32/34
119200 Moscow
Tel: +7 495 244-30-25
Fax: +7 495 244-40-25
E-mail: gpch@mid.ru
nikiforov-andrei@mail.ru

Slovenia/Slovénie

Ms Violeta NEUBAUER
Coordinator for International Affairs
Equal Opportunities and European
Coordination Service
Ministry of Labour, Family and Social Affairs
Kotnikova 28
1000 Ljubljana
Tel.: + 386 1 369 75 15
Fax: + 386 1 369 79 18
E-mail: violeta.neubauer@gov.si

Spain/Espagne

Mr Guillaume MONFORT
Coordinator. International Relations
Department
State Secretariat for Social Services and
Equality
Ministry of Health, Social Services and
Equality
Alcalá 37
28071 Madrid
Tel: +34 (91) 524 32 91
Fax : +34 (91) 524 68 94
E-mail : gmonfortj@msssi.es

Switzerland/Suisse

Mme Sylvie DURRER
Directrice Doctorat ès lettres
Bureau fédéral de l'égalité entre femmes et
hommes BFEG
Département fédéral de l'Intérieur
Schwarztor 51
3003 Berne
Tel : +41 79 216 50 27
E-mail : sylvie.durrer@ebg.admin.ch

Ukraine

Mr Sergiy KYSLYTSYA
Director General
Directorate General for International
Organisations
Ministry of Foreign Affairs
Mykhaylivska sqr. 1
01018 Kiev
Tel: +380 44 238 15 64
Fax: +380 44 272 20 40
E-mail: s.kyslytsya@mfa.gov.ua
kyslytsya@yahoo.com

OTHER REPRESENTATIVES FROM MEMBER STATES/AUTRE REPRESENTANTS DES ETATS MEMBRES**Albania/Albanie**

Ms Etleva SHESHI
Head of the Unit for Gender Equality and
Measures against Violence in the Family
E-mail: etleva_sheshi@yahoo.com

Andorra/Andorre

Mme Caterina ALEIX
Éducatrice sociale
Équipe d'Attention Intégrale en faveur des
Femmes Victimes de Violence (EAID)
Ministère de la Santé et du Bien-Être
Av. Príncipe Benlloch, 30
Edifici Clara Rabassa, 4t
AD500 la Vella
Tel: +376 860345
Fax: +376 822892
E-mail: caterina_aleix@govern.ad

Azerbaijan /Azerbaïdjan

Ms Kamala HAGVERDIYEVA
Deputy Head of the International Relation and
Protocol Service Department of the State
Committee for Family, Women and Children
Affairs
House of Government
U. Hajibeyov 40
Baku AZ 1000
Tel: +99 412 498 5765
E-mail: office@scfwca.gov.az

Belgium/Belgique

Mme Véronique DE BAETS
Attachée
Institut pour l'égalité des femmes et des
hommes
Rue E. Blerot 1
1070 Bruxelles
E-mail : veronique.debaets@iefh.belgique.be

Bosnia and Herzegovina/Bosnie-Herzégovine

Mme Samra FILIPOVIC-HADZIABDIC
Director
Gender Equality Agency of Bosnia and
Herzegovina
Kulovica 4
71000 Sarajevo
Tel: +387 33 209 761
Fax: +387 33 209 761
E-mail: samrahf@arsbih.gov.ba

Norway/Norvège

Ms Maren Anna L. DAM
Adviser
Ministry of Children, Equality and Social
Inclusion
P.b. 8036 Dep
0030 Oslo
Tel: 22242490
E-mail: mad@bld.dep.no

Poland/ Pologne

Ms Jacqueline KACPRZAK
Head of Gender Equality Unit
Department of Economic Analyses and
Forecasts
Ministry of Labour and Social Policy
Nowogrodzka 1/3/5
00-513 Warsaw
Tel: +48 22 661 14 47
Fax : +48 22 661 12 43
E-mail : Jacqueline.Kacprzak@mpips.gov.pl

Turkey/ Turquie

Ms Gökür AKÇADAG
Head of the Research-Development and
Project Department,
Ministry of Family and Social Policies
Ziya Gökalp Caddesi No: 40 Kızılay
Ankara
Tel: 0 312 430 45 77
Fax: 0312 430 76 70
E-mail: goknurakcadag@gmail.com
goknur.akcadag@aile.gov.tr

Ms Gönül ERÖNEN

Adjointe au Représentant permanent de la
Turquie auprès du Conseil de l'Europe
23, boulevard de l'Orangerie
F-67000 Strasbourg
Tel: +33 3 88 36 50 94
Fax: +33 3 88 24 03 73
E-mail: gonul.eronen@mfa.gov.tr

Mr Basri YILDIZ
 Adjointe au Représentant permanent de la
 Turquie auprès du Conseil de l'Europe
 23, boulevard de l'Orangerie
 F-67000 Strasbourg
 Tel: +33 3 88 36 50 94
 Fax: +33 3 88 24 03 73
 Email : Basri.yildiz@mfa.gov.tr

United Kingdom/Royaume-Uni

Mr Malcolm OSTLER
 Deputy to the Permanent Representative of the
 United Kingdom to the Council of Europe
 18, rue Gottfried
 67000 Strasbourg
 Tel.: +33 3 88 35 00 78
 Fax: +33 3 88 36 74 39
 E-mail: ukdelstrasbourg@fco.gov.uk

Participants/Participant-e-s

**ORGANS AND COMMITTEES OF THE
 COUNCIL OF EUROPE/
 ORGANES ET COMITÉS DU CONSEIL DE
 L'EUROPE**

**Committee of Ministers/Comité des
 Ministres**

Ms Filloreta KODRA
 Deputy Minister of Labour, Social Affairs and
 Equal Opportunities of Albania

Mme Tatiana PÂRVU
 Coordinatrice thématique sur l'égalité et la
 traite/Thematic Coordinator for Equality and
 Trafficking (TC-ET)
 Représentante Permanente de la Moldova
 Permanent Representative of Moldova

**European Court of Human Rights/Cour
 européenne des droits de l'homme**

Mme Françoise TULKENS
 Vice-Présidenté

**Conference of INGOs of the Council of
 Europe/Conférence des OING du Conseil de
 l'Europe**

Ms Betty DOORNENBAL
 E-mail: bettydoornenbal@hotmail.com

Pompidou Group/Groupe Pompidou

(Gender Equality Rapporteur)
 Ms Elisabetta SIMEONI
 Technical and Scientific Director General
 Department for Anti-drug Policies
 Presidency of the Council of Ministers
 International Affairs Unit
 Via Po, 16/A
 00198 Rome
 Italy

**Committee of Experts on the rights of people
 with disabilities/Comité d'experts sur les
 droits des personnes handicapées (CS-RPD) –
 to be appointed/à nommer**

(Gender Equality Rapporteur)
 Ms Nadezhda HARIZANOVA
 Vice Chairs of CS-RPD
 Ministry of Labour and Social Policy
 2 Triaditza Street
 1051 Sofia
 Bulgaria
 Tel: +359 88 282 54 62
 E-mail : nharizanova@mlsp.government.bg

EUROPEAN UNION/UNION EUROPEENNE

Mme Luisella PAVAN-WOOLFE
 Ambassadeur
 Chef de la Délégation de l'Union Européenne
 auprès du Conseil de l'Europe

Mr Daniel TODA CASTÁN
 European Union Delegation to the Council of
 Europe
 18 Boulevard de l'Orangerie
 F-67000, Strasbourg
 Tel. +33 3 90 40 60 88
 E-mail: Daniel.Toda-Castan@eeas.europa.eu

Ms Alma Maria HEUSBOURG
 Trainee/Stagiaire
 European Union Delegation to the Council of
 Europe
 E-mail: almamaria.heusbourg@eeas.europa.eu

European Commission/Commission Européenne

Ms Frédérique FASTRÉ
 DG Justice
 Unit D2 Gender Equality
 Rue du Luxembourg, 46
 B-1049 Brussels/Belgium
Tel: +32 2 298 79 33
 E-mail : frederique.fastre@ec.europa.eu

European Institute for Gender Equality/Institut européen pour l'égalité entre les hommes et les femmes

Ms Barbara LIMANOWSKA
 Senior Gender Mainstreaming Expert
 Acting Head of Operations
 Švitrigailos g. 11M
 03228 – Vilnius
 Lithuania
Tél: +370 5 2394105
 E-mail: Barbara.Limanowska@eige.europa.eu

OBSERVER STATES/ÉTATS OBSERVATEURS

Holy See/Saint Siège

Mme Catherine VIERLING
 E-mail: cvierling@yahoo.fr

Mexico/Mexique

Mme Claudia Gabriela SALAS RODRIGUEZ
 Directeur Général de l'Institutionnalisation de la Perspective de Genre
 INMUJERES (Institut National des Femmes)
 Calle Alfonso Esparza Oteo No. 119
 Colonia Guadalupe Inn, Delegación Alvaro Obregón
 C. P. 01020, México, D. F.
Tél.: + 52 55 5322 4262 (direct line)
 + 52 55 5322 4200 ext. 4262
Fax: + 52 55 5322 4269
 E-mail: cgsalas@inmujeres.gob.mx

Mme María Teresa CARPY VELAZQUEZ
 Attachée
 Mission Permanente du Mexique auprès du Conseil de l'Europe
 8, bd du Président Edwards
 67000 Strasbourg
Tél.: +33 3 88 24 07 72
Fax: +33 3 88 24 10 87
 E-mail: tcarpy1@gmail.com

Mme Andrea BARBOSA DUQUE
 Assistante administrative
 Mission Permanente du Mexique auprès du Conseil de l'Europe
 8, bd du Président Edwards
 67000 Strasbourg
Tél.: +33 3 88 24 07 72
Fax: +33 3 88 24 10 87
 E-mail: repdex.strasbourg@orange.fr

OTHER INTERNATIONAL

ORGANISATIONS/AUTRES ORGANISATIONS INTERNATIONALES

UN Women/ONU Femmes

Ms Erika KVAPILOVA
 Regional Programme Director
 UN Women Sub-regional Office for Central and Southeastern Europe
 UN Women
 Grosslingova 35
 811 09 Bratislava
 Slovak Republic
Tel: +421 2 59 337 324
Fax: +421 2 59 337 171
 E-mail: erika.kvapilova@unwomen.org

Office of the UN High Commissioner for Human Rights/Bureau de Haut-Commissariat aux droits de l'Homme des Nations Unies

Mr Pierre SOB
 Adviser on Gender Integration
 Research and Right to Development Division
 Giuseppe Motta N° 48, Office 2-16
 Geneva
Tel: +41-22 928 91 09
Fax: +41-22 928 90 14
 E-mail: psob@ohchr.org

OSCE

Ms Nicoleta MUNTEAN
 Gender Adviser
 Office of the Secretary General
 Gender Issues
 Wallnerstrasse 6
 1010 Vienna
 Austria
 E-mail: nicoleta.muntean@osce.org

OSCE ODIHR

Ms Nathalie TAGWERKER
 Deputy Head of the Democratization
 Department
 ul. Miodowa 10
 00-251 Warsaw
 Tel: +48 22 5200 600
 Fax: +48 22 5200 605
 e-mail: nathalie.tagwerker@odihr.pl

Ms Kristin VAN DER LEEST
 Adviser on Gender Issues
 ul. Miodowa 10
 00-251 Warsaw
 Tel: +48 22 5200 600
 Fax: +48 22 5200 605
 e-mail: kristin.vanderleest@odihr.pl

Secretariat/Secrétariat

Mr Thorbjørn JAGLAND
 Secretary General/ Secrétaire Général

Ms Maud DE BOER-BUQUICCHIO
 Deputy Secretary General/Secrétaire générale
 adjointe

**Private Office of the Secretary General and
 the Deputy Secretary General/Cabinet du
 Secrétaire Général et de la Secrétaire
 Générale Adjointe**

Ms Leyla KAYACIK
 Adviser/Conseillère
 Tel: +33 3 88 41 28 06
 E-mail : leyla.kayacik@coe.int

Mr Hallvard GORSETH
 Adviser/Conseiller
 Tel : +33 3 88 41 32 65
 E-mail : hallvard.gorseth@coe.int

**DIRECTORATE GENERAL OF HUMAN RIGHTS
 AND RULE OF LAW/DIRECTION GENERALE DES
 DROITS DE L'HOMME ET DE L'ETAT DE DROIT
 (DGI)**

Ms Marja RUOTANEN
 Director Justice and Human dignity./Directrice,
 Direction de la Justice et de la Dignité humaine
 Tel : +33 3 88 41 30 45
 É-mail : marja.ruotanen@coe.int

Ms Elda MORENO
 Head of Gender Equality and Human Dignity
 Department/Cheffe du Service Egalité entre les
 femmes et les hommes et Dignité humaine
 Tél : +33 3 88 41 2262
 E-mail : elda.moreno@coe.int

Ms LIRI KOPAÇI-DI MICHELE
 Head of Gender Equality and Violence against
 Women Division/Cheffe de la Division Egalité
 entre les femmes et les hommes et violence à
 l'égard des femmes (from 14/5/12)
 Tél : +33 3 88 41 2258
 E-mail : liri.kopaci-dimichele@coe.int

Mr Simon TONELLI
 Head of Gender Equality and Violence against
 Women Division/Chef de la Division Egalité
 entre les femmes et les hommes et violence à
 l'égard des femmes (from 1/10/11 to 14/5/12)
 Tél: +33 3 88 41 2162
 E-mail: simon.tonelli@coe.int

Ms Anne-Marie FARADJI
 Administrator/Administratrice
 Tel: +33 3 88 41 21 30
 Fax: +33 3 88 41 27 05
 E-mail: anne-marie.faradji@coe.int

Ms Taina RISKI
 Administrative Assistant/Assistante
 administrative
 Tel: +33 3 90 2142 03
 Fax: +33 3 88 41 27 05
 E-mail: taina.riski@coe.int

Ms Paula KROL
 Administrative Assistant/Assistante
 administrative
 Tel: +33 3 88 41 38 66
 Fax: +33 3 88 41 27 05
 E-mail: paula.krol@coe.int

Ms Paula HINCHY
 Administrative Assistant/Assistante
 administrative
 Tel: +33 3 88 41 37 36
 Fax: +33 3 88 41 27 05
 E-mail: paula.hinchy@coe.int

Ms Valérie GIRET
 Administrative Assistant/Assistante
 administrative
 Tel: +33 3 88 41 21 21
 Fax: +33 3 88 41 27 05
 E-mail: valerie.giret@coe.int

Pompidou Group/Groupe Pompidou

Ms Florence MABILEAU
 Administrator/Administratrice
 Tel: +33 3 88 41 3195
 E-mail : florence.mabileau@coe.int

Independence and Efficiency of Justice/ Indépendance et Efficacité de la Justice

Mr Oscar ALARCÓN
 Administrator/Administrateur
 Tel: +33 3 90 21 46 24
 E-Mail: oscar.alarcon@coe.int

DIRECTORATE GENERAL OF DEMOCRACY/DIRECTION GENERALE DE LA DEMOCRATIE (DGII)

Social Cohesion and Diversity Department/Service de la cohésion sociale et de la diversité

Mr Thorsten AFFLERBACH
 Head of Social Cohesion and Integration
 Division/Chef de la Division Cohésion sociale
 et Intégration
 Secretary to the European Committee for
 Social Cohesion/Secrétaire du Comité
 européen de Cohésion sociale (CDCS)
 Tel: +33 3 88 41 28 23
 E-mail: thorsten.afflerbach@coe.int

Ms Sarah WERNER
 Stagiaire/Trainee

European Centre for Global Interdependence and Solidarity/Centre européen pour l'interdépendance et la solidarité mondiales

Mr Roman CHLAPAK
 Deputy to the Executive Director_of the
 European Centre for Global Interdependence
 and Solidarity/Adjoint au Directeur exécutif
 du Centre européen pour l'interdépendance et
 la solidarité mondiales
 Av. da República, 15-4^o
 1050-185 Lisboa
 Portugal
 Tel. : + 351.21.358.40.40
 Fax : + 351.21.358.40.37
roman.chlapak@coe.int

OFFICE OF THE COMMISSIONER FOR HUMAN RIGHTS/BUREAU DU COMMISSAIRE AUX DROITS DE L'HOMME

Ms Silvia GRUNDMANN
 Adviser/Conseillère
 Tel: +33 (0)3 90 21 55 64
 Fax: +33 (0)3 90 21 50 53
 E-mail: silvia.grundmann@coe.int

**OFFICE OF THE DIRECTOR GENERAL OF
PROGRAMMES/BUREAU DE LA DIRECTRICE
GENERALE DES PROGRAMMES**

Ms Pilar MORALES

Head of Division/Cheffe de Division

Tel: +33 3 88 41 28 89

E-mail: pilar.morales@coe.ing

**PARLIAMENTARY ASSEMBLY OF THE COUNCIL
OF EUROPE/ASSEMBLEE PARLEMENTAIRE DU
CONSEIL DE L'EUROPE**

Ms Sonia SIRTORI-MILNER

Head of the Secretariat/Cheffe du Secrétariat
Committee on Equality and Non-
Discrimination/Commission sur l'égalité et la
non-discrimination

Tel. +33 (0)3 88 41 23 70

Fax : +33 (0)3 90 21 56 52

e-mail: sonia.sirtori@coe.int

**CONGRESS OF LOCAL AND REGIONAL
AUTHORITIES OF THE COUNCIL OF
EUROPE/CONGRES DES POUVOIRS LOCAUX ET
REGIONAUX DU CONSEIL DE L'EUROPE**

Mme Muriel GRIMMEISSEN

Co-secrétaire/Co-secretary

Current Affairs Committee/ Commission des
questions d'actualité

Tel: +33 3 88 41 28 19

E-Mail: muriel.grimmeissen@coe.int

INTERPRETERS/INTERPRÈTES

Ms Gillian WAKENHUT

Ms Lucie de BURLET

Ms Bettina LUDWIG

Ms Rebecca BOWEN

ANNEXE III DISCOURS

**Discours de Thorbjørn Jagland,
Secrétaire Général du Conseil de l'Europe
Ouverture de la première réunion
de la Commission pour égalité entre les femmes et les hommes
Strasbourg, le 6 juin 2012**

Deputy Minister,
Ambassadors,
Ladies and Gentlemen,

Some years ago, many of us looked to the 21st Century as the century of progress. We could now say that the 21st Century is, so far, dramatically failing to meet our expectations. In fact, we should rather admit that WE are failing to live up to our own commitments.

The 20th Century was a century of discovery in many aspects, but the most important lesson humanity learnt was that guaranteeing human dignity, freedom and equality were pre-requisites to any meaningful progress and, obviously, to sustainable peace. This lesson cost us millions of lives. We thought it was learnt forever. And yet; Political speeches here and there undermine the importance of human rights. Migrants, Roma people and other minorities have become the target of hate speech, racism and intolerance. Homophobia is on the increase in some countries.

Access to basic rights is becoming increasingly difficult for children, people with disabilities and the elderly who are also paying a heavy toll for the austerity measures in many countries. Women continue to earn less, decide less, and count less than men. There is one area where women count more than men: in the records of victims of violence.

You are here to discuss gender equality and, in particular, how to bridge the gap between the many – excellent - standards we have tried to set, and our reality in the 21st Century. If I have referred to the broader human rights picture, it is because I am convinced that achieving gender equality will also help us to address many other challenges in the field of human rights. We simply can't afford to exclude half of the population from the efforts that we should undertake to achieve social and economic progress and to guarantee lasting peace.

My ambition as Secretary General of the Council of Europe has been to increase the relevance and the efficiency of this Organisation so that it can better serve its important mission. When it comes to the Gender Equality field, this implies reassessing priorities, adapting working methods and mobilising all our resources in the most efficient way.

Within the next two years, I expect the following results:

- First, the Gender Equality perspective should be integrated in virtually all Council of Europe areas of work;

- Second, member States should report progress in the implementation of standards thanks to the support and expertise mobilised through the Gender Equality Commission and the new Network of Focal Points;
- Third, the Council of Europe should further develop its co-operation with our partner Organisations, in particular the EU, UN-Women and OSCE. I hope we will be also able to offer our support to countries in the neighbouring regions that so request;
- Fourth, we should witness the entry into force of the Convention on preventing and combatting violence against women and domestic violence;
- Fifth, Council of Europe standards and results should be more visible and accessible so that we can increase their impact;
- Finally, I want to be able to report on progress of gender equality also within the Secretariat.

To achieve these objectives, the work of the Gender Equality Commission is of vital importance. Our expectations are indeed high, but I have already taken some important measures to contribute to the success of our joint effort. For instance:

- As a result of the restructuring of the secretariat, a Division of gender equality and violence against women has been set up, bringing together very motivated and qualified people;
- An inter-secretariat gender mainstreaming team has been created with colleagues from all Council of Europe sectors;
- Trainings have been launched for members of the secretariat to develop an understanding on gender mainstreaming and gender equality issues;
- information sessions will be organised this Autumn to support the role of gender rapporteurs appointed in the various steering committees.

New ideas and proposals will certainly come out of your discussions these days that I shall be happy to consider how to support them with the resources at my disposal.

I am convinced that we have created the conditions for a successful transversal programme. I am very pleased to note that the Albanian Chairmanship of our Committee of Ministers has included the promotion of gender equality and the support to the work of this Commission amongst its priorities.

Article 1 of the Council of Europe Statute reads as follows:

“The aim of the Council of Europe is to achieve a greater unity between its members for the purpose of safeguarding and realising the ideals and principles which are their common heritage and facilitating their economic and social progress.”

Let us make sure that women fully benefit from and participate in this enterprise. For the sake of us all.

Discours de Mme Filloreta Kodra
Vice-Ministre, Ministère du Travail, des Affaires sociales et égalité des chances, l'Albanie
Ouverture de la première réunion
de la Commission pour égalité entre les femmes et les hommes
Strasbourg, le 6 juin 2012

Dear Secretary General,
Dear Ambassadors,
Dear members of Gender Equality Commission,

Albanian authorities attach great importance to the promotion of Gender Equality and to the elimination of violence against women. This is reflected in the inclusion on both topics within the priorities identified for our Chairmanship of the Committee of Ministers of the Council of Europe.

The Council of Europe can be proud of the standards it has set in the field of Gender Equality. Most Recommendations adopted by the Committee of Ministers have had a measurable impact, becoming the key reference document for changes in legislations and policies at national level, both in Europe and beyond. All the recommendations adopted by the Committee of Ministers have been collected together in a compilation entitled "Make equality in law a reality in fact",^[1] a source of inspiration for all those wishing to promote gender equality as an essential precondition for protecting human rights and achieving genuine democracy. Two outstanding conventions have also emerged from the Council of Europe's work in the field of gender equality: the Council of Europe Convention on Action against Trafficking in Human Beings and the Council of Europe Convention on preventing and combating violence against women and domestic violence. These are two Conventions that my government supports wholeheartedly.

The Committee of Ministers shares the Secretary General's vision for the reform of the Organisation which implies focusing further on implementation of existing standards and adapting our working methods to the evolving needs of our member States. This is particularly much needed and much expected In the field of gender equality.

In its Declaration "Making gender equality a reality", adopted in Madrid in 2009, the Committee of Ministers urged member states to commit themselves fully to bridging the gap between equality in fact and in law . This was also the call of the Ministers of the States participating in the last Council of Europe Conference of Ministers responsible for Equality between Women and Men (Baku, 2010).

My government therefore fully supports the timely launching of a transversal programme on gender equality as suggested by the Secretary General. Albania has already in place a revised strategy for equal opportunities and against discrimination 2010- 2015. Albanian government among top priorities has put economic empowerment of women as a basic element for women participation in public and social life. Albania is also among first countries to sign the European convention against any form of discrimination(Istanbul Convention), and actually is in the process of costing as a preparatory process to its

ratification.

I believe that the work of the Commission of Gender Equality will bust further the process and progress of equal opportunities throughout Europe and further.

The new Gender Equality Commission (this Commission) is expected to play a key role in helping our Organisation to assess the needs and identify the best ways to remove the obstacles to implementation of its standards in the field of gender equality. Your advice will be particularly relevant also in the context of a mainstreaming effort which will aim at incorporating the gender equality dimension in all decisions and measures taken by our Organisation. I trust that your work will also inspire and facilitate progress in other regions of the world, in particular thanks to co-operation with UN-Women and the EU. Not surprinsignly, the promotion of women's rights and the elimination of violence against women are amongst the main topics addressed through co-operation with our neighbouring countries.

As deputy minister of Labour, Social Affairs and Equal Opportunities I am fully aware of the difficulties that many of you may face when trying to push the Gender Equality agenda in your respective capitals. This is all the more difficult in the current economic context, but the new transversal Programme and this Commission should precisely help all member states in their efforts at national level.

I wish you a very successful meeting and, what is much more important, a very successful mandate.

Discours de Mme Maud de Boer-Buquicchio
Secrétaire Générale Adjointe du Conseil de l'Europe
Fermature de la première réunion
de la Commission pour égalité entre les femmes et les hommes
Strasbourg, le 6 juin 2012

Let me start by congratulating all of you for the successful holding of the very first meeting of the Council of Europe's new Gender Equality Commission. My special greetings go to Charlien SCHEELE for her election as Chair, and to Sergiy KYSLYTSYA as Vice Chair.

I would also like to thank Ambassador Luisella Pavan-Woolfe for her presence this week and for the EU support she has promoted. Thanks also to Ambassador Tatiana Pârvu; the expectations of her role as Thematic Co-ordinator are very high, and I am confident that she will contribute considerably to the work of the Council of Europe in the field of gender equality;

I am very pleased to have this opportunity to hold an exchange of views with you today. Some of you were present at one of the last meetings of the CDEG, when I presented my vision for a Council of Europe Gender Equality agenda. I understand that, as I announced the launching of a transversal programme, some of you feared a dilution of the Organisation's Gender Equality work. I hope that these two days have convinced you that we are doing quite the opposite.

I spent many years working at the European Court of Human Rights. I found it natural for the Court to be independent, but I also regretted the lack of opportunities to liaise with the rest of the Council of Europe, since I was convinced that transversal work would increase the impact of the Organisation as a whole. Therefore, when I was elected Deputy Secretary General, I decided to promote team work at the level of the Organisation. A very good way of doing so is through the launching of thematic transversal programmes. We started with the children's rights programme in 2005, then there was a migration programme, followed by Roma and internet governance programmes. Although efforts were made also in the field of Gender Equality, a specific transversal programme was never set up.

Eventually, the areas where such programmes were set up proved to achieve much better results in promoting team work and co-ordination across the Organisation. I remember an internal assessment from 2008 on the results of the mainstreaming effort achieved in the fields of gender equality, youth and children. Despite the fact that the children's programme was then only three years old, the impact of the effort in this field was considered much higher and far more visible than the impact achieved by the other, much older programmes.

I realised then that something had to be done to make also the work of the Council of Europe on Gender Equality more efficient. I have always taken great care to promote the Gender Equality agenda of the Council of Europe, both as an activity and within the Secretariat, and my doctoral thesis from 1969 on the topic of equal pay for equal work, shows that my devotion to Gender Equality was present very early. I am extremely proud of the standards developed by the Council of Europe in this field and would like to pay tribute to the CDEG

for their valuable contribution. Now there was a need to do more and better to increase their visibility and impact, to achieve meaningful mainstreaming and to support governments' work in their implementation.

This convinced me of the need to launch a transversal programme on Gender Equality. When I discussed this idea with the Secretary General, he immediately supported it. His presence at the opening of your meeting two days ago shows his commitment to the programme and the importance he attaches to promoting Gender Equality.

We have started mobilising the whole organisation around the issue of Gender Equality. This raises expectations and you may be tempted to put too much on your plate. I therefore advise you to be selective and pragmatic.

I was very pleased to learn that you have identified the very topical issue of "Women and the media" as the theme of your focal points conference next year. Your work in this field will no doubt contribute to address sexism and gender stereotypes, which are also closely linked to the problem of violence against women.

Yesterday, I returned from a conference in Istanbul on violence against women. I had the pleasure of meeting with Baroness Scotland, former Attorney General of England and Wales and a key player in the fight against this scourge both in her country and internationally. We discussed among other things the importance of presenting also in a positive way the achievements made in combating violence against women. We must never forget that the overwhelming majority of men respect the integrity of women and are our allies in this struggle, and we need to bring them fully on board to be effective.

A further issue we discussed was the impact of the economic crisis in effectively combating violence against women. The Istanbul Convention has so far only been ratified by one member state and economic considerations seem to be one of the main reasons for this delay in ratifying. Baroness Scotland has been able to show the enormous economic savings largely surpassing the cost of implementing the measures contained in the Convention. She told me she would be delighted to be invited to one of your future meetings to share with you this experience and discuss the possibility of extending such economic impact assessments to other countries.

But now I am getting carried away by the passionate topics under your responsibility! Let me return to the working methods of your Commission.

I would like to underline that - and you know it better than I do - to be successful at mainstreaming, you really need others on board. In my opinion, good co-operation only is only achieved when the three following conditions are met:

- there is trust amongst partners,
- each partner knows the other partners' expectations, needs and constraints, and;
- all partners can contribute and benefit from the process and the outcome.

I therefore encourage you to open your dialogue with the various sectors of the Council of Europe, with other international organisations and, obviously, with your partners at national level.

Finally, I would be very happy to have your feedback on the dynamics we are trying to create with the secretariat. You have a very good team supporting your Commission and I am sure they will welcome guidance on how to support your work.

As some of you might be aware, my mandate as Deputy Secretary General is soon to expire. I feel reassured by the solid legacy I leave behind in the field of Gender Equality. I hope to be able to follow your work closely also in the future and wish you a very fruitful continuation.